

**La Globalisation de
la Scientologie:
Influence, Contrôle,
et Opposition
sur les Marchés Internationaux**

**Stephen A. Kent
Département de Sociologie Université d'Alberta
Edmonton, Alberta Canada T6G2H4**

Table des Matières

Introduction.....	1
Les attaques internationales de la scientologie contre la psychiatrie.	2
Attaques internationales de la Scientologie contre Interpol.....	3
Contrôle des opposants internationaux: Campagnes contre la psychiatrie, Interpol et contre le CAN.....	3
Efforts d'Acquisition internationale de Ressources par des Elites.....	6
Stratégies ciblant les Masses: Commercialisation de "Le Chemin du Bonheur".	8
.....	8
Evénements Actuels et Prédications	9
Futures.....	9
NOTES.....	12
A propos de l'auteur:.....	16

Le 3 mai 1998 [corrigé le 13 novembre 2001]

Version révisée d'une étude présentée à la Société de l'Etude Scientifique de la Religion en novembre 1991; la version qui suit a été publiée dans **Religion n°29** (1999): pages 147-169 »

Traduction non officielle Roger Gonnet
mail : gonnet@antiseptes.net

Il faut aborder cette étude dans une perspective sociologique, en analysant les organisations idéologiques religieuses comme des sociétés multinationales, et en examinant la globalité des activités de la Scientologie. L'étude résume la résolution de l'organisation dans son conflit international avec Interpol, sa prise de pouvoir sur son opposition à influence internationale (le CAN) et sa rhétorique de plus en plus virulente contre la psychiatrie. Elle fait aussi la lumière sur la stratégie internationale de marketing tendant à disséminer les enseignements de son fondateur L. Ron Hubbard et à gagner une influence politique et sociale. Les efforts de la Scientologie pour s'adapter, de la façon la plus appropriée, aux réalités culturelles des pays où elle pénètre, ses succès apparents dans certains pays autrefois derrière le Rideau de Fer, sont contrecarrés par son opposition de plus en plus pressante en Europe Occidentale.

Introduction

Il existe au moins deux courants sociologiques qui annoncent l'opportunité d'une étude s'intéressant à l'acquisition, par la

Scientologie, de ressources internationales et à ses efforts d'utilisation. En premier lieu, un nombre croissant de publications examinent les tendances à la globalisation d'un certain nombre de religions et autres institutions sociales. (1) Ces études identifient la façon par laquelle des questions antérieurement nationales se reconstituent en réseaux sans frontière. Cependant, seules certaines de ces études explorent la manière par quoi certaines sectes (telle la Scientologie) développent une présence internationale et tentent d'atteindre une influence globale par un contrôle sur les ressources et sur les opposants.

Deuxièmement et plus directement, des travaux récents ont qualifié des organisations 'religieusement idéologiques' de « corporations multinationales ou internationales ». (Bromley 1985, p.272; Kent 1990, 401; 1991; Wallis 1977, p.248). Cette perspective relativement nouvelle mais évidente, met en lumière la capacité de groupes d'apparence religieuse à changer et diversifier leurs bases opérationnelles et leurs efforts de ressources en divers points du globe, selon des climats politiques sociaux ou économiques opportunistes. L'étude actuelle se situe dans cette perspective et emprunte à partir de là diverses catégories afin d'identifier les efforts de la Scientologie pour étendre son influence de par le monde. Alors que les efforts pénibles de l'organisation pour gagner une domination internationale vont tomber finalement fort loin du but, il est indubitable que la Scientologie continuera ses tentatives d'influence dans l'élaboration sociale des pays au sein desquels elle opère.

Avec près de cent cinquante bureaux d'organisations dans vingt-cinq pays (Church of Scientology Western United States 1993, p.12; Church of Scientology International 1992, pp. 786-790) et un nombre de membres actifs d'environ 75000 dans le monde au début des années 1990, (2) la Scientologie a élaboré une opération internationale complexe destinée à manipuler le flux des ressources au travers de nombreuses frontières nationales. L'organisation se désigne elle-même en Amérique du Nord, dans une bonne partie de l'Europe et en Australie, comme une religion (voir Kent 1990, pp.398, 401-403). Une décision d'un tribunal australien de 1983 confirmerait cette description. (High Court of Australia 1983). Tandis que les autorités fiscales américaines ne contestent plus la nature religieuse de la Scientologie, après une bataille qui a commencé en 1967 pour ne finir qu'en 1993, l'organisation a fini par convaincre l'IRS qu'aucun de ses profits ne permettait un enrichissement personnel de ses chefs. (Frantz 1997a; Garcia 1993; Labaton 1993; MacDonald 1997; Newton 1993). (3)

Or, un examen même rapide de l'organisation révèle qu'il s'agit de bien davantage que d'une organisation religieuse. Sa structure complexe et internationale pratique le marketing international, promeut et publicise des matériaux liés au management des affaires, à l'éducation, à la santé mentale, à la santé physique, à la réhabilitation des toxicomanes, au fisc, à la "revitalisation morale" (pour employer ses propres termes), et aux loisirs. Ces opérations se fondent à des éléments religieux et ont pour but "d'amener la technologie de LRH [i.e., le fondateur de la Scientologie, L. Ron Hubbard] dans de nouveaux territoires de par le monde". (International Management 1987a, p.3v). *"Il est temps pour nous de bouger!"* explique un autre document scientologue. *"Une dissémination planétaire à une échelle encore jamais vue, c'est de cela que nous avons besoin"* (International Management 1987b, p.1r). Les buts de la Scientologie ne sont pas seulement de propager ses idées religieuses, mais plutôt de mettre en place les valeurs morales, les idées et les structures sociales de son fondateur au sein de la scène internationale.

Tout d'abord Hubbard pensa que face à la Scientologie, se dressaient une, puis deux 'élites' faisant obstacle à ses ambitions internationales. La Scientologie a par conséquent entamé des campagnes capitales pour discréditer d'abord, puis faire disparaître, la **psychiatrie** et fit de même contre **Interpol**.

Les attaques internationales de la scientologie contre la psychiatrie.

La "guerre" contre la psychiatrie a fait partie intégrante de la mission hubbardienne depuis son premier livre sur la Dianétique en 1950, (4) et elle continue de nos jours. Dans un écrit de 1968, Hubbard indiquait que tout au long des dix-huit années de la Dianétique et de la Scientologie, "seul un petit groupe" les avait attaqués. Ce groupe, petit mais aux relations internationales, prétendit Hubbard, se trouvait derrière *"les mensonges et les diffamations"* que recevaient la presse et les agences de gouvernement, et ses membres étaient *"disséminés dans la Finance Internationale, les Ministères de la Santé, l'Education et la Presse."* La situation n'était pas assez dure et Hubbard avertit en grimaçant son lectorat : ce petit groupe *"avait infiltré les conseils de l'éducation, les armées et même les églises"*. S'il restait le moindre doute quant à ce qui constituait ce petit mais influent groupe conspirateur, Hubbard précisa qu'il s'agissait de la *"psychiatrie et de la santé mentale"*, constituant, disait-il, un *"véhicule destiné à saper et détruire l'Occident"*

grâce aux techniques de l'électrochoc et des opérations du cerveau.

Hubbard prétendit que, heureusement, la Scientologie était capable d'annihiler les effets négatifs que les psychiatres et les personnels de la santé mentale exerçaient sur l'Occident. (Hubbard 1968, p.1). Hubbard déclara que la Scientologie combattrait en retour et que *"l'efficacité de nos moyens marquerait l'histoire"*. (Hubbard 1968, p.2). Au royaume de la politique internationale, le plus grand danger de la *"psychiatrie"* venait du fait qu'elle espérait placer derrière chaque chef d'état un membre appartenant à la profession, afin de mieux le faire chanter. (Hubbard 1982a, p.2). Dans un style qui rappelle celui des Jésuites, Hubbard indiquait que les psychiatres avaient cherché à obtenir le pouvoir politique international en devenant les *"confesseurs"* et conseillers de ceux qui détenaient le pouvoir politique. (5).

Hubbard décrit également les psychiatres comme des démons. Non seulement ils ruinaient ce monde mais s'attaquaient également à l'humanité en raison des vies antérieures (appelées la 'piste du temps' ou la 'piste'). Dans un passage où il condamnait les psychiatres comme étant les ennemis du cosmos, Hubbard déclara :

"selon les fausses données des psychs (qui furent l'une des seules causes du déclin de cet univers) la douleur et le sexe gagnent dans cette société et lorsqu'on les marie avec le vol (qui constitue leur compagnon tout désigné), ils peuvent vraiment transformer la nation en une véritable jungle du crime" (Hubbard 1982c, pp.1-2 [emphasis dans l'original]).

Les psychiatres ont pris les caractéristiques classiques attribuées au mal dans une BD éditée par la première publication internationale scientologue, "Freedom" (en France, Ethique et Liberté). La première page de ce document dépeint huit psychiatres démoniaques cornus, en forme et à pieds de boucs, affublés d'une queue, en train d'injecter des drogues à des patients, ou de pratiquer sur eux des opérations du cerveau, des électrochocs et des lobotomies. (Freedom 1969, p.1).

La psychiatrie étant alors considérée comme l'ennemi cosmique, Hubbard et ses adeptes veulent voir la profession détruite, et ses fonctions au sein de la société remplacées par la technique scientologue. Si les autorités de la société n'abolissent pas la psychiatrie (c'est ce que dit l'organisation), c'est la Scientologie qui le fera. Par conséquent, Hubbard conclut que :

Les médecins sont trop souvent imprudents et incompetents, les psychiatres sont

tout simplement et totalement des assassins. La solution ne consiste pas à réparer ce qu'ils ont cassé, mais à exiger que les docteurs en médecine deviennent compétents, à abolir la psychiatrie et à éliminer les psychiatres comme on a éliminé d'autres criminels nazis par le passé (Hubbard 1976b).

Grossissant la liste des exactions au sein de la psychiatrie et d'autres associations, Hubbard affirma que "la cause du crime" tenait dans ces trois éléments: *"l'électrochoc, la modification comportementale, et le viol de l'âme"*. En conséquence, raisonnait-t-il *"il n'y a qu'un seul remède pour se débarrasser du crime -- il faut se débarrasser des psychs!"* (Hubbard 1982b, p.1). Ainsi qu'il lui ordonna, la Scientologie entama le travail d'éradication de la psychiatrie. Dans une publication de 1990, elle prétend que *"les Scientologues avancent à pas de géants vers l'abolition de la cause du crime -- c'est à dire la psychiatrie"* (Religious Technology Center 1990, p.[4v]; voir Atack 1990, pp.220-221, 261-262). Dans une autre publication scientologique de la même année, la Scientologie proclamait que *"nous avons commencé à éradiquer la psychiatrie suppressive de cette société, afin que la technologie tellement efficace de LRH soit installée et appliquée pour améliorer les conditions"* (Weiland 1990, p. 21). Ainsi que nous le verrons ensuite, la guerre abolitionniste scientologique a eu un certain impact sur les professions de la psychiatrie et leurs membres.

Attaques internationales de la Scientologie contre Interpol

Fondée en 1923, Interpol est actuellement une organisation non-gouvernementale basée en France, "ayant pour but de faciliter la coopération des forces de police de plus de 125 pays dans leur guerre contre le crime international". Interpol s'attaque spécifiquement à trois types de criminels: "ceux qui opèrent dans plus d'un pays..., ceux qui ne se déplacent pas mais dont les crimes affectent d'autres pays..., et ceux qui commettent des crimes dans un pays et fuient vers un autre" (Banton and eds., 1998). La menace pour Hubbard réside dans l'aptitude d'Interpol à mettre en lumière des activités nationales ou locales en faisant circuler des données provenant de toutes les agences de police du monde.

Vers la fin des années 1960 et au début des années 1970, par exemple, le réseau Interpol a apparemment fourni des informations à un certain nombre de pays menant au niveau national des enquêtes sur la Scientologie (Fooner 1989, p.13).⁽⁶⁾ Hubbard, passait la majeure partie de cette période depuis l'été 1967 jusqu'à l'été 1975 à

bord "d'un navire pour la haute mer, échappant ainsi aux autorités qui auraient pu le poursuivre" (Fooner 1989, p.13; see Miller 1987, pp. 272, 333), ou qui auraient pu gêner ses opérations. Hubbard était précisément le type d'individu observé internationalement, dont les activités et les opérations auraient pu être affectées par Interpol.

Contrôle des opposants internationaux: Campagnes contre la psychiatrie, Interpol et contre le CAN

En accord avec la très vieille règle hubbardienne qui consiste à ne se défendre qu'en attaquant,⁽⁷⁾ Hubbard a d'abord attaqué la psychiatrie puis Interpol. Il a procédé en formant des soi-disant groupes de réforme sociale dont les buts officiels impliquent l'élimination des ennemis. Deux groupes scientologues de réforme ont tenté d'éliminer la psychiatrie et Interpol; ils partagent des caractéristiques fondamentales révélant des stratégies similaires destinées à obtenir un support public. D'abord, leurs noms ne font apparaître aucune connexion évidente avec la Scientologie; ils désignent ces groupes de réforme soit comme des organisations activistes de citoyens, soit des commissions d'enquête agréées officiellement. Deuxièmement, ces groupes s'intéressent à des sujets locaux ou nationaux même si leurs efforts sont coordonnés au niveau mondial par l'Office des Affaires Spéciales de la Scientologie. ⁽⁸⁾ Troisièmement, ces groupes oeuvrent pour obtenir l'aide de non-scientologues qui sympathisent avec leur cause. Ces groupes travaillent à transformer des gens qui ne sont pas concernés par la Scientologie, en des croyants qui vont supporter les efforts de la Scientologie pour combattre les opposants - perçus comme tels. (McCarthy and Zald 1977 p.1221). Quatrièmement, ces groupes entreprennent des "enquêtes" sur différents sujets et publient les résultats par une multitude de publicités. En utilisant ces tactiques, il suffit d'un relativement petit nombre d'individus très dévoués (et ils le sont parfois) pour obtenir un impact effectif sur ses opposants.

Le groupe spécifique d'action sociale dont la tâche est d'éliminer la psychiatrie s'appelle le CCHR (CCDH), la Commission des Citoyens pour les Droits de l'Homme (CCDH en France, ndt), encore en activité à l'heure actuelle. Formé en 1969, (Citizens Commission on Human Rights 1987, p.1), le CCHR-CCDH est actuellement sous la coupe de "l'Office des Affaires Spéciales de la Scientologie". La Scientologie a créé cette organisation après avoir soi-disant démantelé son *Office du Gardien* lorsque 11 scientologues ont été condamnés pour conspiration et cambriolage lors

de leurs opérations contre le Département de Justice Américain et l'IRS (voir Atack 1990, pp.40, 267-269; Corydon 1996, pp.155-171; and Welkos and Sappell 1990). Le travail essentiel de l'Office du Gardien était de dominer intégralement le domaine de la santé mentale, sous toutes ses formes (Anonyme 1969, p.[5]).⁽⁹⁾ L'actuel bureau d'OSA manie tous les contacts avec les administrations, les organisations extérieures, les individus importants, et l'une de ses activités récentes était d'oeuvrer à la "recherche et la mise en évidence des abus dans les 'traitements' psychiatriques" (Office of Special Affairs United States 1987, p.3). Ces efforts anti-psychiatriques sont d'ampleur internationale car le CCHR-CCDH opère sous le manteau scientologue à travers le monde. Largement composé de scientologues, le CCHR mène des campagnes nationales spécifiques qui disent-t-ils "*infligent des pertes sévères dans les rangs de la psychiatrie*" (Religious Technology Center 1990, p.[4v]).

Bien qu'il exagère ses succès, le CCHR et son parent scientologue ont néanmoins eu quelque impact sur la profession psychiatrique. Les tentatives pour dépeindre la psychiatrie sous un jour négatif ont conduit le CCHR à se faire le défenseur des droits des patients passés par la psychiatrie, mettant parfois à jour des cas de soins psychiatriques douteux (si pas tragiques). En 1981, par exemple, les scientologues ont obtenu une attention nationale toute particulière au Canada pour avoir "*démonstré les effets négatifs de l'institutionnalisation sur la santé*" du patient Henry Kowalski, enfermé avec des fous criminels et soigné par des traitements chimiques lourds ainsi qu'à l'aide d'électrochocs (Ross 1981, pp.20, 20d). En 1978, le CCHR a joué un rôle décisif dans la dénonciation de la thérapie de la cure de sommeil au Chelmsford Private Hospital à Sydney, en Australie, ce qui a conduit en 1992, une Commission Royale à inculper deux psychiatres.⁽¹⁰⁾

Moins louables furent les tentatives du CCHR pour discréditer la psychiatrie à l'aide d'attaques largement publicisées menées contre des médicaments qu'ils prescrivent. Début 1987, le CCHR et OSA ont mené une campagne d'importance contre la *Ritaline*, un médicament souvent prescrit pour les enfants souffrant d'hyperactivité. C'est ostensiblement aux parents et aux enseignants (par exemple, Colino 1988, p.66ff), que s'adresse une publication scientologue qui admet que "*la véritable cible de cette campagne est la profession de psychiatre elle-même*" (Scientology Today, 1988). Les scientologues prétendent que ce médicament a des effets secondaires néfastes sur certains enfants incluant "*des comportements violents et bagarreurs, un retard de croissance, des*

hallucinations, dépression accompagnée de tendance suicidaire, des maux de tête et des spasmes nerveux". Criant à la négligence médicale, un certain nombre de procès ont précipité des parents contre des psychiatres (West 1991), avec l'aide de l'avocat scientologue et conseiller légal du CCHR Kendrick Moxon qui représentait certains des plaignants (Freedom 1987).

De la même façon, le CCHR a coordonné des attaques contre le Prozac, un médicament produit par les laboratoires Eli Lilly. Grâce à des émissions de télévision et à des publicités dans les journaux, le CCHR a prétendu que le Prozac provoquait violence et suicide, et la campagne fut si efficace que les ventes de Prozac à la mi-91, sont passées de 25% à 21% sur le marché des antidépresseurs (Fieve 1994, pp.92-93). De plus, cette campagne a fourni une aide financière de "*près de 1 milliard de dollars pour le financement de procès en dommages et intérêts contre Eli Lilly et les psychiatres prescrivant le Prozac*" (Citizens Commission on Human Rights 1991, p.1). Il y avait près de 50 procès au civil. Nombre de patients en psychiatrie, aussi bien aux US qu'au Canada ont été si efficacement convaincus des dangers du Prozac, qu'ils ont arrêté de prendre leur médicament et un des Professeurs en Psychiatrie de Harvard a conclu "*la peur du public pour le Prozac qui a résulté de cette campagne est devenue en elle-même un problème de santé potentiel du fait que les gens abandonnent leur traitement*" (Burton 1991, p.A1; see also Waldholz 1990).

Le groupe scientologue de réforme sociale initialement censé combattre Interpol (ainsi que d'autres agences de renseignements de police) s'appelle la NCLE [*ndt : en France il opère parfois sous le nom de Ligue pour une Justice Honnête, dans la littérature scientologue le SJ n'est habituellement pas indiqué dans l'abréviation*], et il opère un peu comme son homologue anti-psychiatrie. Créé en 1974, il a pour but "*rien moins que faire disparaître l'organisation policière en exposant publiquement les prétendus crimes, conspirations et tromperies d'Interpol*" (Fooner 1989, p.13; see Religious Technology Center 1990, p.[5r]). La même année, l'Office du Gardien a entrepris une opération secrète, le Projet Lanterne, ayant pour "*CIBLE MAJEURE: la destruction totale d'Interpol*" (Hare 1974, p.[1]). A la fin de l'année suivante, la Scientologie avait organisé une exposition sur Interpol, faisant apparaître des prétendus liens et influences nazis (FREEDOM News Journal 1975).

Usant de tactiques que même un critique de la Scientologie a qualifié comme "*une habile combinaison de recherche et de spectacle* », "de

travail de spécialiste passé maître dans l'art de la mise en scène" (Fooner 1989, p.13), le NCLE a amassé un "corps sélectif de documentation" à propos d'un ensemble d'accusations mettant en question l'intégrité d'Interpol et de ses officiers, personnellement et professionnellement" (Fooner 1989, p.13). Les tentatives de la Scientologie pour discréditer Interpol ont particulièrement réussi aux USA où le NCLE a pu attirer l'attention du Sénat et du Congrès, donnant lieu à des enquêtes et des auditions publiques, et aboutissant à une enquête générale menée par le General Accounting Office Américain, enquête au cours de laquelle des officiers et leur personnel effectuèrent des voyages dans 18 villes d'Europe, d'Afrique du Sud, et d'Asie, afin de vérifier si les accusations lancées par les groupes d'Hubbard -- violation des droits de l'homme, violation de la vie privée, infiltration par les mouvements nazis ou le KGB -- se basaient sur des faits. (Fooner 1989, p.14)

De plus en 1979, la Scientologie a combattu contre le droit d'Interpol à "détenir et disséminer des informations concernant des membres de l'Eglise" en déposant des plaintes contre cet organisme en "Suède, au Danemark, en Hollande, au Canada, aux Etats Unis et en Angleterre" (Anderson 1989, p.62; see Slomanson 1984). Cependant, aucun des procès n'a été défavorable à Interpol.

La campagne scientologue contre Interpol a laissé des données mitigées pour les universitaires. Selon un chercheur dont l'étude était Interpol, le NCLE "avait fourni des matériaux falsifiés et erronés, matériaux actuellement dans des bibliothèques en attente d'être utilisés par des universitaires peu méfiants et intéressés par le sujet" (Fooner 1989, pp. 14-15).⁽¹¹⁾ Néanmoins Interpol convient que:

Les gens d'Hubbard ont soulevé des questions non-seulement à propos de l'administration de la justice internationale en matière de crime, mais également à propos de la théorie et de la pratique de la coopération internationale de maintien de la loi, ainsi que sur l'histoire et les origines de la participation américaine dans ce domaine... (Fooner 1989, p.15).

Avec ce passé d'animosité, peu de chercheurs avaient anticipé l'accord conciliant que la Scientologie finit par atteindre avec Interpol vers la fin de 1994.

L'exemption d'impôt accordée par l'IRS à la Scientologie et à ses organisations est l'élément qui mit un terme à l'accord avec Interpol, les détails ont été communiqués au Secrétaire Général d'Interpol, Raymond Kendall, fin mars 1994, dans un courrier d'un officiel de haut rang de l'IRS (McGovern 1994). Près de sept mois plus tard, (le

13 octobre 1994), Kendall publiait un mémo pour toutes les têtes de ses Bureaux Centraux Nationaux leur indiquant qu'il avait récemment rencontré David Miscavige, Président du Religious Technology Center de l'Eglise de Scientologie. Il joignait à ce mémo une "copie de la décision de l'IRS" ainsi que deux éléments que David Miscavige lui avait fournis. L'un d'eux était la "Description de la Religion de Scientologie" et l'autre était l'ouvrage, sur papier glacé, de relations publiques: "Qu'est-ce que la Scientologie?". Bien que Kendall ait mis l'accent sur le fait que l'envoi de cette information "n'impliquait en aucun cas que le Secrétariat Général ait pris une position sur le sujet" de la Scientologie (Kendall 1994),⁽¹²⁾ une publication scientologue de cette période indiquait "qu'il travaillait désormais avec les chefs de l'Eglise à créer un terrain de paix et qu'il avait fait des efforts pour résoudre à l'amiable tous les sujets à problèmes" (Scientology Today, 1994).⁽¹³⁾ Miscavige informa "toutes les églises de Scientologie qu'il n'y avait plus de dispute entre l'Eglise et Interpol" (Kendall 1994, p.2). Une publication scientologue, interprétant la signification de cette "résolution sans précédent", annonçait que "avec cette reconnaissance du caractère religieux obtenue aux Etats Unis et la fin du conflit avec Interpol, l'une des dernières barrières à l'expansion mondiale de la Scientologie avait disparu" (Scientology Today 1994).

Parmi les barrières restait le CAN, organisation américaine basée en Illinois à Chicago, qui fournissait des informations critiques aux citoyens, médias et agences gouvernementales dans le monde entier au sujet des groupes controversés. Elle redirigeait fréquemment les questions à ses associations locales opérant aux US et au Canada, et tenait des conférences annuelles où l'on pouvait entendre des conférenciers, participer à des ateliers, et où il était possible (y-compris pour d'anciens membres de ces groupes) de former un réseau. A l'époque, c'était la plus vaste des organisations "d'information sur les sectes" existant dans divers pays (tels que l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Espagne). D'après un répertoire téléphonique de 1992, que le CAN fournissait tous les trimestres, le deuxième groupe pour lequel le CAN recevait le plus grand nombre d'appels était la Scientologie (Goodstein 1996, p.A22; see Clark 1993, p.390).

Depuis la création du CAN en 1974, ⁽¹⁴⁾ la Scientologie avait entrepris une virulente campagne pour discréditer l'organisation, et au début des années 1990, elle tenta de réduire son opposant à la faillite grâce à des procès en orchestrant le dépôt (d'au minimum) 45 poursuites en justice contre le groupe anti-sectaire

(Goodstein 1996, p. A22).⁽¹⁵⁾ Cependant, le gros coup de la Scientologie eut lieu après qu'un procureur de comté de l'état de Washington ne réussit pas à obtenir la mise en cause du déprogrammeur Rick Ross pour avoir retenu contre son gré Jason Scott, un membre d'un groupe Pentecôtiste appelé l'Eglise du Tabernacle de la Vie. Après l'acquiescement, le scientologue et avocat Kendrick Moxon entreprit un procès au civil soi-disant pour le compte de Scott. Scott porta plainte contre le déprogrammeur et ses assistants, y-compris le CAN, pour violation des droits civils sur la base du fait que la mère de Scott (qui était l'instigatrice de la déprogrammation) avait obtenu le nom de Ross par l'intermédiaire du CAN de l'état de Washington. ⁽¹⁶⁾ Le jury assèna un coup au CAN, le condamnant en justice à 1,8 million de dollars de dommages le 29 septembre 1995, et les efforts du CAN pour éviter la faillite échouèrent à mi 96 (malgré la poursuite de l'affaire). Le fondé de pouvoir qui supervisait le CAN plaça plusieurs des biens en vente, y-compris le nom CAN, le logo, et le numéro de téléphone. Un avocat, lui-même scientologue, les acheta pour le compte de clients anonymes. Peu après, dans un coup d'éclat, les scientologues ainsi que d'autres groupes controversés fournirent le personnel du nouveau standard téléphonique, maniant ainsi le flot des appels supposés arriver pour se plaindre de leur propre organisation, appels de gens qui ignoraient la faillite du CAN originel (Goodstein 1996). En somme, la Scientologie s'était emparée du CAN, y avait placé ses propres membres, ce qui signifiait que désormais elle obtenait de nouveaux renseignements à propos des plaintes, des plaignants, des enquêtes en cours, tout en éliminant une importante source mondiale d'information négative contre elle.

Efforts d'Acquisition internationale de Ressources par des Elites

Non seulement la Scientologie tente de contenir, voire d'éradiquer les ennemis perçus comme tels, susceptibles de freiner ses acquisitions internationales de ressources et ses opérations, mais elle s'évertue en outre à obtenir de l'aide de la part de personnes et d'organisations appartenant aux élites internationales et nationales. Ces élites peuvent s'avérer un important moyen d'accès à des ressources à l'intérieur de leur sphère respective d'influence, et dès le début des années 50, Hubbard réalisa que ces gens pouvaient être d'un grand intérêt et d'une aide considérable. Au moins jusqu'à récemment, la Scientologie n'a pas réussi à recruter un grand nombre de politiques, de scientifiques ou de personnes importantes dans le domaine humanitaire, ⁽¹⁷⁾ mais son organisation a mieux

réussi dans le secteur cinématographique. ⁽¹⁸⁾ Ces élites du domaine des loisirs, parfois travaillant en tandem avec des spécialistes du lobby (ce qui a coûté près de 25000 dollars au RTC entre 1996 et 1997), ont influencé des politiciens américains pour qu'ils interviennent en faveur de la Scientologie en Allemagne, en Suède et même au Parlement Américain (Dahl 1998).⁽¹⁹⁾

Ainsi que l'a déterminé un biographe non-autorisé, Hubbard voulait trouver "*un petit pays sympathique où la Scientologie pourrait prospérer (pour ne pas dire gouverner)*" (Miller 1987, p.310). Hubbard expliqua à ses adeptes comment ils pourraient exercer une influence politique:

"Ne cherchez pas à vous faire élire. Obtenez un emploi au sein du personnel du secrétariat ou comme garde du corps, utilisez tous les talents dont on dispose pour obtenir une place dans le bon cercle, allez travailler dans cet environnement et faites en sorte qu'il marche mieux" (Hubbard 1960b, p.239; voir Miller 1987 p.241).

En août 1960, Hubbard tenta d'instaurer un Département des Affaires Gouvernementales au sein de la Scientologie, et l'objectif de ce département était totalement politique:

Le but de ce département est d'élargir l'impact de la Scientologie sur les gouvernements et autres organisations et de faire en sorte que la réputation et le nom de la Scientologie soient plus forts et meilleurs. Par conséquent, on ne s'intéressera pas aux stratégies défensives dans ce département... Seules les attaques mettront fin aux menaces (Hubbard 1960a, p.484 [emphasis dans original]).

Six paragraphes plus loin, les commentaires étaient plus directement politiques:

Le but de ce département est d'amener le gouvernement, les philosophies et les associations hostiles à un état d'obéissance totale face aux buts de la Scientologie. Cela s'obtient grâce à un très haut niveau de capacité à contrôler et en l'absence de cette aptitude par un niveau minime d'aptitude à submerger. Introvertissez [sic] de telles organisations. Contrôlez ces agences. La Scientologie est le seul jeu sur terre où tout le monde gagne (Hubbard 1960a, p.484).

Apparemment le Département des Affaires Gouvernementales n'exista que sur le papier (Miller 1987, p.241), bien que la Scientologie ait republié le bulletin dans sa collection de directives d'organisation plus de dix ans après qu'Hubbard l'ait écrit (voir the 1972 réimpression of Hubbard 1960a, pp.483-485). Hubbard autorisa probablement la réimpression de la Lettre de

Règlements du fait que ces fonctions avaient été assumées par l'Office du Gardien (20) et, plus tard par OSA - l'Office des Affaires Spéciales. (21) En effet, bien après la mort d'Hubbard, OSA parut poursuivre cette politique agressive dans ses discussions antagonistes avec l'IRS américain avant que ne soit accordée l'exemption d'impôt à la Scientologie. Par exemple, une importante publication légale indiquait qu'en 1992, il y avait "environ 100 procès opposant la Scientologie et ses entités rattachées" contre l'IRS (Horne 1992, p.75). Le véritable nombre de poursuites était en fait incroyablement plus important, puisqu'un magazine scientologue énonçait qu'en raison de la décision de l'IRS, "les 2300 procès intentés par des scientologues contre le Fisc étaient annulés (International Association of Scientologists, [1994?]).

En 1964, Hubbard persévéra dans son désir de contrôler le domaine juridique dans une brochure (Scientologie: Plan pour la Paix dans le Monde) qui n'avait fait l'objet que d'une dissémination limitée parmi les scientologues (Hubbard 1964b). Ce désir était encore plus évident lors d'une conférence enregistrée qu'il distribua à ses étudiants au cours de la même année, durant laquelle il travaillait à la façon de créer une ville internationale dans laquelle "il y aurait un monopole sur tout le domaine de la santé mentale" exercé par les scientologues (Hubbard 1964a, p.29). Bien sûr, Hubbard ne créa jamais une telle ville, ni ne réussit véritablement à influencer les établissements spécialistes de la santé mentale au sein d'un pays.

Par exemple en 1966, il fut expulsé de Rhodésie bien qu'il y ait produit "sans y avoir été invité, une 'tentative de constitution'" en même temps qu'il tentait en vain "de se mettre dans les bonnes grâces des personnalités politiques de la Rhodésie" (Miller 1987, p.258). Il parvint presque à obtenir l'aval de l'élite sociale et politique dans l'île grecque de Corfou en 1968, mais une fois encore, il fut expulsé l'année suivante (Forte 1981). Brièvement, entre 1971 et 1972, les scientologues semblèrent être sur le point d'obtenir une influence politique au Maroc, offrant des programmes aux bureaux de Poste du pays (Atack 1990, p.203; Miller 1987, p.311) et aux officiers supérieurs, ainsi qu'aux agents de renseignements. Ce programme expliquait aux officiels comment la Scientologie utilisait l'électromètre comme un détecteur de mensonges contre les subversifs politiques. (Miller 1987, p. 311). (22) Malgré cela, lorsque le gouvernement marocain expulsa Hubbard en décembre 1972, il ne lui accorda que 24 heures pour s'exécuter (Atack 1990, p.203).

En dépit de ces échecs à obtenir un intérêt politique ou un contrôle social significatifs, la

Scientologie semble néanmoins parvenir actuellement à exercer une influence notable sur certains gouvernements qui se trouvaient hier encore derrière le Rideau de fer. D'après une publication scientologue de 1995, dans la ville russe de Perm (peuplée de plus de 1,1 million d'habitants), "toute la ville et les officiels du gouvernement de région ont été formés au Collège Hubbard pour mettre en place un nouveau système d'organisation basé sur l'organigramme à 7 divisions de LRH. Cela afin d'organiser la ville entière ainsi que les bureaux gouvernementaux de région" (International Association of Scientologists Administrations 1995; American Family Foundation 1994, p.8). Des rapports dont les preuves sont introuvables, indiquent qu'un certain nombre d'industries de la zone ont mis en place des procédures administratives d'Hubbard (Dvorkin 1997, p.5). De la même façon, au début des années 90 en Albanie, des scientologues ont travaillé au côté de ministres de premier plan, (y-compris le ministre de l'Education Nationale) pour délivrer des cours de stratégie administrative scientologue par le biais d'une bibliothèque nationale (Church of Scientology Advanced Organization Saint Hill United Kingdom 1992; Wise International 1993).

On n'a aucune certitude sur la façon dont la Scientologie se présente elle-même dans ces pays qui pourraient prêter une oreille à ces enseignements en matière d'administration ou autre, puisque le fait de mettre l'accent sur sa supposée nature religieuse est susceptible d'entraver considérablement ses aptitudes à vendre d'autres aspects de la "technologie" hubbardienne. Par exemple, lorsqu'il arriva au Japon, un officiel de la Sea Org scientologue se demandait dans une note de service:

Doit-on y aller via la religion ou par la Dianétique [laïque]? Comment doit-on établir légalement l'org. Avec quel système financier l'org va t-elle opérer. Les boutons-clés à utiliser [mots, phrases ou idées qui appellent une forte réaction]. Quelles décisions-clés pour les relations publiques (avec qui s'allier, qui aider/qui éviter). Le schéma exact de la dissémination (Agarwala 1981, p.7). Par conséquent, au centre des tentatives scientologues de pénétration on était indécis quant à la façon de se présenter, soit comme religion, soit comme science de la santé mentale (la Dianétique, la supposée science moderne de la santé mentale).

En effet, lorsque l'on discute de la manière de manier le sujet de la traduction de matériaux de l'Anglais au Japonais, l'évaluation indiquait que "même le point de passer au religieux ou au laïque doit être traité car il déterminera si les ouvrages mentionnent l'Eglise ou pas et s'ils contiennent les symboles de l'Eglise, etc" (Agarwala 1981, p.7). En

résumé, la Scientologie est prête à transiger sur la "désignation exigée de religion" (Kent 1990, p.402) qu'elle utilise universellement dans les pays occidentaux lorsqu'elle tente de pénétrer dans des pays dont la culture pourrait ne pas réagir favorablement à une incursion religieuse étrangère. En effet, lorsque le groupe annonça la création de l'org de Tokyo en 1985, il révéla les compromis sur la désignation religieuse auxquels il était parvenu: "un groupe de scientologues démarre la philosophie scientologue au Japon" (International Association of Scientologists 1985 [emphasis par l'auteur]).

Stratégies ciblant les Masses: Commercialisation de "Le Chemin du Bonheur".

Après que la Scientologie ait réussi à pénétrer un pays, elle entreprend une série de programmes démontrant une suite dans les idées remarquable de par le monde. Un de ces programmes consiste à tenter de faire reconnaître Hubbard comme "LE PLUS LU ET LE PLUS CELEBRE DES AUTEURS DE TOUS LES TEMPS" (Church of Scientology International 1989b, p.[2]). Cette déclaration de relations publiques est censée renforcer les résultats de "larges enquêtes" conduites par le Bureau Personnel des Relations Publiques de LRH. Par exemple, dans une "enquête internationale auprès du nouveau public, 90% des personnes interrogées avaient une impression favorable d'un écrivain pour sa valeur sociale" (Church of Scientology International 1989b, p.[1]). Les scientologues appellent l'usage emphatique de ces déclarations le "positionnement", et ils lui accordent des implications importantes aussi bien pour l'image d'Hubbard que pour la vente de livres scientologues dans le monde.

Bien avant que la Scientologie ne commence à désigner systématiquement son fondateur comme "le plus lu et le plus adulé des auteurs dans le monde", Hubbard et son organisation avaient effectué son marketing de façon à s'assurer d'une vaste audience sur un ensemble de questions morales neutres. Se modelant lui-même comme l'un des écrivains les plus populaires du siècle tel qu'Elbert Hubbard (aucune relation avec LRH) (23), le Hubbard scientologue publia une petite brochure d'une vingtaine d'aphorismes simplistes qui, lorsqu'on les respectait, étaient supposés montrer le "Chemin du Bonheur" (Hubbard 1981). Dans divers pays, des sponsors de sociétés ou du gouvernement ont aidé à défrayer l'impression et/ou la distribution de ces brochures (Church of Scientology International 1989a, p.[4]).

Au même moment, lors de la publication de "Le Chemin du Bonheur", l'Eglise lança une campagne intitulée "Le Chemin du Bonheur". Officiellement, il s'agissait d'une "campagne internationale ayant pour but d'améliorer la moralité et de restaurer l'honnêteté et la confiance dans le monde". On s'intéressera davantage au fait qu'elle tentait aussi "de faire adopter et utiliser ce code moral moderne de bon sens" (The Way to Happiness Foundation 1985, p.[1]). En substance, ces livrets moralistes étaient essentiellement destinés à largement faire connaître le nom d'Hubbard parmi les populations du monde qui, espérait la Scientologie, étaient les plus enclines à explorer favorablement l'organisation créée par cet auteur.

Au début des années 1980, une branche de la Scientologie appelée Social Coordination International dirigeait la dissémination mondiale de la brochure "Le Chemin du Bonheur". Son précurseur, le Réseau de Coordination Sociale, "avait été créé en 1974 dans le but d'assister principalement et en premier lieu les groupes impliqués dans la revitalisation des domaines de l'Education, de la réhabilitation des drogués et des criminels et en utilisant l'indispensable technologie hubbardienne". (Church of Scientology International 1983, p.[1]). Une organisation d'hommes d'affaires créée par la Scientologie, l'Association des Hommes d'Affaires Responsables, aide à disséminer le Chemin du Bonheur dans les écoles (voir The Way to Happiness Foundation Newsletter 1990, p.[2]).

Parmi les tentatives essentielles de la Scientologie pour disséminer les enseignements de son fondateur, on trouve Narconon, (un programme qui prétend libérer des drogues, des résidus toxiques et des radiations), et deux programmes d'éducation (Education Alive and Effective Education [International Association of Scientologists 1987a, pp.22, 23]). Applied Scholastics est un programme scientologue d'éducation supplémentaire (Church of Scientology International 1992, pp.422-27). Depuis 1988 tous ces programmes sont sous la juridiction de l'association scientologue ABLE, une association pour une meilleure vie et une meilleure éducation (ABLE 1991; Church of Scientology International 1992, p.511; Miscavige 1991, p.13). ABLE avait même un programme appelé Criminon pour les prisons, qui a fonctionné dans des établissements pénitentiaires de Californie, Argentine et Hongrie (Able International 1991; Weinstein 1996, p.B6).

Certaines activités venant aussi bien de SCI que de son successeur ABLE ont reçu de l'aide de responsables gouvernementaux ou des affaires dans le monde entier. Par exemple en ce qui

concerne les techniques hubbardiennes d'étude dans l'éducation, une publication hubbardienne indique que des sociétés comme Elizabeth Arden, Perrier, Bank of America et Chevron ont récemment reçu des services de communication ou de techs d'étude de la part d'un représentant de SoCo [Coordination Sociale]. Des séminaires de tech d'étude sont régulièrement délivrés à Buick et Oldsmobile Divisions, chez General Motors à Flint dans le Michigan" (Social Coordination International 1986, p.3). En Chine, "un séminaire à été délivré sur les bases de la tech de management de LRH à 50 chefs régionaux de l'industrie chinoise du papier" (International Association of Scientologists 1987b, p.44). Finalement, en Afrique du Sud, "EDUCATION ALIVE a atteint un niveau de pénétration sans précédent et a été admis par le gouvernement sud-africain, des financements ont été donnés par une centaine de sociétés importantes comme Rank Xerox, the Mobil Foundation, Borden Food Corporation, Bristol Meyers et the Anglo American Mining Company" (Church of Scientology International 1988b, p.[3]). Bien que l'implication des techniques scientologues aux affaires ait pris de méchants coups en Amérique du Nord lors de la découverte de problèmes importants causés au géant des assurances Allstate (Sharpe 1995), ces mêmes techniques "seraient apparemment très demandées" en Russie, "des centaines de banques et de compagnies d'assurance les utiliseraient" (rapporté dans Cimino [ed.] 1995).

Événements Actuels et Prédictiones Futures

Comme toute organisation disposant de plans bien définis, d'argent, et d'une direction désirant contrôler le monde entier, la Scientologie est une formidable idéologie globaliste. Chaque élément de ses activités étendues dans le monde est une partie d'une tentative d'instillation des valeurs et des pratiques développées par son leader, LRH, dans chaque aspect de la civilisation humaine, qu'il s'agisse de la santé mentale, la médecine, la politique, la justice, l'économie, la vie de famille, les loisirs et la religion. Bien qu'au bout du compte l'inefficacité sociale, psychiatrique et médicale scientologique entrave ses chances d'atteindre la domination mondiale, certaines de ses activités internationales continuent à s'amplifier alors que d'autres rencontrent une très ferme opposition.

L'étendue et la complexité des activités internationales de la Scientologie devraient procurer un regain d'intérêt pour l'organisation et devraient faire l'objet d'études universitaires. Les universitaires qui entreprendront l'étude témoigneront d'événements importants au cours

des prochaines années, dont nous ne pouvons prédire que quelques-uns. D'abord, les chercheurs témoigneront que les scientologues et leur organisation investissent une importante partie de l'argent économisé par l'exemption d'impôt obtenue aux US en une campagne coordonnée mondiale contre les ennemis cosmiques perçus du groupe, c'est à dire la psychiatrie. Une lettre du 7 décembre 1993 expédiée par Don Gershbock, Officier des Membres du CCHR aux US, poussait les gens "à rejoindre le CCHR US, car un membre qui dispose d'une carte nous aide à mettre fin pour toujours aux abus psychiatriques" (Citizens Commission on Human Rights 1993). Le mailing qui accompagnait cette demande indiquait la part des contributions versées au CCHR déductible des impôts (cela faisant partie des modalités de la décision de l'IRS), et cela contenait aussi une promesse (imprimée en gros caractères gras), que "les psychs seraient les suivants" (Citizens Commission on Human Rights 1993). Ces promesses d'attaques fournissent d'inhabituelles opportunités pour les chercheurs d'observer un assaut idéologique contre une discipline laïque et scientifique.

En second lieu, les chercheurs témoigneront d'exemples continuels de litiges importants et coûteux dans nombre de pays occidentaux. (24) Aux Etats Unis, l'Eglise de Scientologie devrait payer une décision de 2,5 millions de dollars gagnée par Lawrence Wollersheim contre elle en 1996 pour "avoir infligé intentionnellement des blessures émotionnelles" (Church of Scientology of California v. Wollersheim 1996, p.38, see p.50). Dans un autre procès, de nombreux observateurs attendent la progression de la plainte au civil contre la Scientologie à Clearwater en Floride. La tante de la scientologue décédée Lisa McPherson explique que l'organisation et divers membres ont maintenu cette femme psychologiquement troublée contre sa volonté, ce qui a conduit à un homicide (apparemment elle serait décédée d'un thrombus dû à la déshydratation [Frantz, 1997b; Tobin 1997; Woodward and Katel 1997]). Il sera également intéressant d'observer les plaintes concernant le contenu de l'accord secret entre l'IRS et la Scientologie, accord ayant attribué à cette organisation le statut d'oeuvre charitable aux US –et résultant apparemment de procédures extrêmement inhabituelles (Frantz 1997a; MacDonald 1997).

En France, qui a condamné Hubbard par contumace en 1978 à quatre ans de prison pour "avoir escroqué des nouveaux membres avec des promesses de santé et de fortune" (Los Angeles Times 1978), quatorze scientologues ont aussi été condamnés à des peines avec sursis en novembre 1996 pour des délits d'escroquerie. Un autre

scientologue a été condamné pour escroquerie et homicide au cours du même procès, sur la base du suicide d'un membre ayant subi de fortes pressions pour lui faire acheter des cours de Scientologie (Whitney 1996). Dans une sévère décision, le tribunal "*accuse les scientologues d'exploiter les croyances d'autrui dans le but d'en tirer un profit commercial*". "*Le fait d'amasser de l'argent est un des principaux buts sinon le seul de l'Eglise de Scientologie*" (Swardson 1996, p.3). Cependant, en juillet 1997, un juge d'appel a acquitté neuf des quinze défendeurs, conservant toutefois la condamnation pour homicide (A.R. (F) 1997; Morgan 1998). En fait les scientologues français "*se félicitent*" du jugement d'appel parce qu'il y est dit "*que le groupe peut prétendre à un statut de religion*", mais presque immédiatement, le ministère de l'Intérieur du gouvernement français "*a estimé que reconnaître la Scientologie comme une religion n'avait aucun fondement et qu'il critiquait la Cour d'Appel pour l'avoir laissé entendre*" (The Washington Post 1997b).

[note du traducteur: la secte a d'ailleurs perdu cet « avantage » en Cassation, voir: <http://www.antisectes.net/cassation.htm/>]

La Suisse et la Belgique ont entamé des enquêtes sur la Scientologie (Swardson 1996, p.3), la Grèce a ordonné qu'elle soit expulsée du pays (The Washington Post 1997c; St. Petersburg Times 1997).⁽²⁵⁾ et un vaste procès semble piétiner en Espagne (Jacobson 1988).⁽²⁶⁾ La plus importante et la plus complète enquête sur la Scientologie d'Europe a lieu en Allemagne. En réponse à une hostilité grandissante du gouvernement contre l'organisation, aussi bien au niveau national que local, l'Office des Affaires Spéciales de Scientologie a prononcé un "*Appel aux Armes*" en mai 1994, afin d'aider à la lutte contre ce qu'elle appelle "*des attaques d'un gouvernement néo-nazi contre les orgs et les membres scientologues*" dans ce pays (Buchele 1994). Quatre mois plus tard, face à la Bibliothèque du Congrès à Washington, des scientologues ont fait une exposition comparant les forfaits de l'Allemagne nazie aux événements anti-scientologues contemporains (en contraste à l'exposition intérieure, qui présentait les allemands ayant résisté à Hitler) [Bayer 1994]. Plus tard, en septembre 1994, l'association scientologue basée en Angleterre commença à faire paraître de pleines pages publicitaires dans le Washington Post, le New York Times, et l'International Herald Tribune, comparant les réactions du gouvernement allemand vis à vis de la Scientologie aux persécutions National Socialistes contre les Juifs.⁽²⁷⁾ Ayant été amené à participer à cette dispute, le Département d'Etat américain a déclaré "*nous croyons que les scientologues en Allemagne ont souffert de discriminations*" mais il a ajouté "*nous ne sommes pas d'accord avec le*

langage outrancier employé par les scientologues" dans un article passé dans le New York Times (United States Department of State 1996, pp.10-11; cf United States Department of State 1997, pp.23-4). A la fin de septembre 1996, les célébrités scientologues "*en colère*" Isaac Hayes et Chick Corea ont discuté avec les membres du Congrès US de ce qu'ils ont appelé "*la discrimination artistique et religieuse dans le monde*" (Gerhart and Groer 1996). Lorsque fin janvier 1997, on sut qu'un rapport du Département d'Etat US sur les Droits de l'Homme critiquerait les restrictions allemandes opérées envers les membres allemands scientologues (Lippman 1997), une figure politique allemande rétorqua que "*des cercles influents du Département d'Etat... se sont laissés utiliser par la secte*" (Bernd Protzner, general secretary of the Christian Social Union, cité dans The Times 1997).

Pendant ce temps, en Allemagne, la Cour Fédérale du Travail a estimé que la Scientologie devait payer un ancien membre en rétribution du travail qu'il avait fourni à l'organisation, énonçant que celle-ci prétendait être une communauté religieuse mais que ce n'était en fait "*qu'un prétexte pour poursuivre des intérêts commerciaux*" (St. Paul Pioneer Press, 1995).⁽²⁸⁾ A Hanovre, deux décisions du tribunal mirent en évidence que "*les représentants de la Scientologie étaient avertis qu'il leur était interdit de faire de la publicité dans les rues de la ville et d'établir des stands de livres ou de brochures afin de faire du prosélytisme dans les lieux publics*" (The Stars and Stripes 1995). A Dusseldorf, un tribunal estima que la pratique des agences immobilières consistant à utiliser des tests de personnalité pour le recrutement revenait "*à maltraiter du personnel jeune, nouveau dans la compagnie, ce qui violait les lois sur la formation professionnelle*" (Chicago Tribune 1996). Gênés à propos d'une possible infiltration, les partis politiques allemands les plus importants (le Christian Democratic Union et le Free Democratic Party) interdirent aux scientologues d'être membres de ces partis (Cowell 1996; Whitney 1994a). De même, le gouvernement de Bavière commença à exiger que "*les employés remplissent un questionnaire détaillant tout lien avec l'Eglise de Scientologie*" (Demick 1996; New York Times 1996). Craignant vraisemblablement une répétition en Allemagne de problèmes gouvernementaux en France où "*un ancien chef de la Scientologie avait infiltré la section du ministère de l'Intérieur et avait eu accès à des dossiers confidentiels*" (Hodgson 1990, p.13).⁽²⁹⁾ Le Chancelier Helmut Kohl "*annonça la création d'un bureau fédéral destiné à surveiller les activités de la Scientologie en Allemagne et à empêcher les membres de l'Eglise d'obtenir des*

emplois dans la Fonction Publique" (Payton 1996, p.1A).

L'insistance de personnes à tous les niveaux du gouvernement sur le fait que la Scientologie doit être entravée vient des convictions largement répandues que l'organisation est en fait guidée par son but commercial, qu'elle manipule psychologiquement, qu'il s'agit d'une idéologie totalitaire ayant des inspirations de domination mondiale (voir, par exemple: Cowell 1996; Demick 1996; Payton 1996, p.14A; St. Petersburg Times 1996; Whitney 1994b). Ces interprétations ont été renforcées en 1995 lorsqu'un ex-scientologue américain et ancien officiel de haut niveau des relations publiques de la Scientologie, Robert Vaughn Young, a rendu visite à des officiels allemands puis a écrit un article pour le magazine Der Spiegel, à propos de l'organisation qu'il qualifia alors de "*système totalitaire*" (Young 1995, p.107)(30) entretenant un "*goulag*" (Young 1995, p.107) (appelé le Rehabilitation Project Force ou RPF), camp destiné aux membres de l'Organisation Maritime supposés avoir commis des erreurs. (31) La guerre entre la Scientologie et l'Allemagne ne montre aucun signe d'affaiblissement même si le Procureur général de Hambourg a déclaré que "*nous n'avons pas encore été en mesure de prouver que la Scientologie demande à ses membres de commettre des crimes*" (Hartmut Wulf, quoted in Demick 1996).

Il faudra apporter beaucoup d'attention au cours des prochaines années aux tentatives de la Scientologie pour contrôler l'information diffusée à son sujet sur Internet. Le groupe de discussion <[alt.religion.scientology](#)>.(32) fait partie des 40 forums les plus lus au monde, avec une estimation de lecture qui va de 20000 à 66000 personnes et peut-être de 100000 à 200000 selon une autre estimation [Fearer 1995, 78]). Une partie de sa popularité vient du fait qu'on y trouve des matériaux de haut niveau de la doctrine scientologue, des écrits dont la Scientologie prétend contrôler la diffusion par ses copyrights (Allen 1995). Pour défendre cette prétention, l'organisation américaine, au moins à quatre reprises, a utilisé "*une petite procédure peu connue devant le tribunal civil, consistant à obtenir une recherche et une saisie venant de la partie adverse, avec établissement rapide des faits*", ceci ayant pour résultats des perquisitions chez les adversaires [de la scientologie] et la confiscation d'ordinateurs, de disquettes et autres matériaux pouvant contenir des informations « sous copyright » (Bauman, 1995).(33) Ces raids organisés par les experts en informatique de la secte, ont conduit à une décision dans le procès d'Arnaldo Lerma, décision qui concluait que ses messages violaient des copyrights puisque les

"mots bénéficiaient d'une protection légale même dans le cyberspace" (Hall 1996, p.B1). Dans un des autres procès, il y eut décision de justice sur les responsabilités juridiques d'une bibliothèque internet à propos de messages « violant des copyrights » [ndt : en France, le terme juridique est « contrefaçon »], ce qui donna une jurisprudence américaine dans une zone relativement peu fréquentée jusque-là (Evans 1995).

La capacité des scientologues américains à utiliser Interpol, leur ancien adversaire, afin de faire délivrer un avis de recherche et de saisie pour Johan Helsingius, déclencha un retentissement international. C'était un des *anonymiseurs* Internet de confiance (34). Forcé, soit, de fournir l'identité d'une personne que la Scientologie tenait à découvrir, soit, de risquer de se faire confisquer son ordinateur et par conséquent, de laisser [la police] accéder aux noms de 200000 personnes utilisant son service, Helsingius a préféré fournir ce nom. L'incident a refroidi les utilisateurs d'Internet de par le monde, puisque c'était certainement la première fois que "*le mur d'anonymat fourni par le redistributeur avait été renversé*" (Quittner 1995; cf. Akst 1995; and Sheaffer 1995). Il ne fait aucun doute que la guerre de la Scientologie dans le cyberspace continuera, puisque les deux parties continuent à utiliser les nouvelles technologies de pointe et que de nouveaux documents découverts et de l'information serviront à harceler, sinon à endommager l'un et l'autre.

Finalement et c'est peut-être le plus important, les chercheurs témoigneront de l'extraordinaire désir d'expansion scientologue dans de nouveaux territoires missionnaires, dont bon nombre de pays jusqu'alors coupés de contacts importants avec l'Occident, mais désirant désormais adhérer aux idées occidentales. En 1990, avant qu'il y ait vraiment reconfiguration de l'ex-Union Soviétique et de l'Europe, la Mission Internationale de Scientologie signalait que l'Office de l'Expansion était actif pour établir des missions en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Pologne, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Inde, Brésil, Equateur, Pérou, Chili, Honduras, Nicaragua, Panama, Trinité, Ouganda, Liberia, Sierra Leone, Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Zaïre, Hong-Kong, Malaisie, Indonésie, et aux Phillipines" (Scientology Missions International 1990, p.[3]). Elle entreprenait également des actions pour s'établir à Leningrad (Scientology Missions International 1990, p.[1]). La Chine, subit également les tentatives scientologues d'établir sa tech dans des établissements-clés du social et de l'éducation (The Social Coordination International 1986, pp.1, 8, 9). En 1992, l'université d'état russe de Moscou dédiait un hall

de son établissement à L. Ron Hubbard, y autorisant la diffusion de ses publications, en lui accordant un Diplôme posthume de Docteur ès littérature (see Author Services 1992, pp.3-5) [ndt : il s'agit ici d'une déclaration scientologique infirmée ensuite par le Pr Dvokin de Moscou].

Avec la chute du rideau de fer et la fin de la guerre froide, la Scientologie va sans doute alimenter la vague des produits occidentaux tentant de s'emparer des imaginations et de tirer les cordons de la Bourse des nouveaux marchés internationaux. En conséquence, les guerres contre les gouvernements, avec les organisations d'opposition et la presse que la Scientologie a dû mener en Occident pendant ces quarantes années vont recommencer dans d'autres parties du monde. La Scientologie a par exemple tenté de se joindre à un nouveau procès du Département de l'Education Religieuse du Patriarcat Moscovite de l'Eglise Orthodoxe Russe pour s'opposer à un livre 'anti-sectaire' venant d'être publié (Dvorkin 1997, pp.12-13; cf. Shterin 1998).

L'étude des idéologies contemporaines en souffrira si des chercheurs en religion ne sont pas assez observateurs et analystes, ce qui promet de sérieuses prises de bec.

NOTES

Parmi les meilleurs textes sur la globalisation religieuse, lire Kurtz 1995. Cependant, voir aussi Kent 1996 par contraste avec ce que dit Kurtz " *la scientologie est "un autre groupe largement inspiré des religions orientales"*.

2. J'ai obtenu ce chiffre d'une source confidentielle mais fiable. Il diffère d'autres chiffres récemment publiés - 50000 (Behar 1991b, 51) et ne tient pas compte de ce qui semble avoir été une poussée initiale dans les pays situés derrière l'ancien rideau de fer, après la chute du communisme.

3. Copie de l'accord secret entre IRS et scientologie disponible sur <http://www.antisectes.net/irs.htm>

4. Hubbard a par exemple continué, dans une longue note de bas de page, l'attaque de la psychiatrie qu'il commençait dans le texte. Il prétendait que "*bien des gens enquêtant sur le traitement des malades mentaux par les psychiatres et d'autres ayant la responsabilité des institutions mentales sont poussés, lorsqu'ils découvrent ce que font réellement aux patients la lobotomie préfrontale, la leucotomie transorbitale et l'électrochoc, à critiquer le psychiatre comme incompetent et à l'accuser de mener des*

expériences de vivisection sur des êtres humains." Il concluait sa longue note en insinuant que "*la législation contre eux, les psychiatres, telle qu'un sénateur connaissant bien la dianétique l'a récemment abordée, les histoires horribles qu'on trouve à leur sujet dans les journaux, et l'antipathie générale du public jointe à la traditionnelle méfiance des médecins à leur encontre, cela ne peut qu'amener la pagaille. La dianétique est une science nouvelle et non partisane.*" (Hubbard 1950, p. 151 n.) L'implication est évidente: la dianétique peut remplacer la psychiatrie.

5. Les scientologues informés ont certes compris l'analogie avec Jésus. Un article de 1986 publié dans l'un des magazines scientologues discutait de "*l'infiltration des professions psychologiques et psychiatriques dans l'éducation*". Répondant à la question "*Pourquoi l'éducation est-elle si importante*", l'article énonçait "*les jésuites (un ordre catholique romain bien connu pour son activisme) ont exporté la règle de mettre en place des écoles dans les zones où ils désiraient introduire leur religion. Les raisons sont évidentes. En éduquant un enfant dans sa croyance, on prend peu à peu le contrôle de la nouvelle génération d'un pays et l'on peut dès lors influencer à long terme le développement et l'expansion de ce pays. Les jésuites ont fort bien réussi à ce jeu. Les psychiatres et psychologues ont cette même stratégie à l'esprit*" (International Association of Scientologists 1986, p. 49)

6. Les matériaux rendus publics après les raids du FBI du 7 juillet 1977 contre les bureaux du Gardien scientologue à Los Angeles et dans le district de Columbia supportent la déclaration de Fooner, qui dit que Interpol a fourni de l'information à un certain nombre de pays ayant des enquêtes en cours sur la scientologie. Lors des cambriolages menés par la scientologie contre le ministère US de la Justice et le Fisc américain, des documents volés ont démontré qu'Interpol avait eu des communications avec l'Australie (66-67), le Canada (67), le Danemark (69), l'Angleterre (67-70), le Malawi (67), les Etats-Unis (67, 69, 74), les Iles Vierges (70), et l'Allemagne de l'Ouest (74). Une liste résumée de ces communications apparaît dans une lettre de six pages (datée du 24 mai 1976) de Mike Meisner à Cindy Raymond "A propos du bureau central national d'Interpol - documents sur la scientologie retenus en entier selon le FOIA [loi sur la liberté d'information]. Je possède aussi des photocopies de plusieurs des documents de correspondance d'Interpol.

7. "La défense de quoi que ce soit est INTENABLE. La seule manière de défendre quoi que ce soit est d'ATTAQUER. Et si jamais vous l'oubliez, vous perdrez toute bataille dans laquelle

vous vous engageriez, que ce soit en termes de conversation personnelle, de débat public, ou devant les tribunaux". (Hubbard 1955, p.157 [capitales présentes dans l'original])

8. "Le réseau OSA, Office des affaires spéciales, est responsable du maniement de toutes les affaires externes de l'église de scientologie, y compris juridiques, la défense, les relations avec le gouvernement et les médias, pour [sic] le résultat d'acceptation totale de la scientologie et de son fondateur, L. Ron Hubbard. OSA aide à créer un environnement sûr où les orgs opèrent et s'étendent grâce à leur activité." (Church of Scientology International 1988a, p.25)

9. Nombre d'éléments démontrent qu'Hubbard est lui-même l'auteur de ce mémo de cinq pages sans signature, et la façon dont il est écrit correspond tout à fait avec ce qu'il écrivait à l'époque. D'abord, le style est hubbardien: nombre de paragraphes courts, d'une seule phrase, parsemés de quelques longs paragraphes. Deuxio, nombre des sujets abordés sont ceux qui le préoccupaient: accumuler des renseignements; opérations cachées; "guerre" avec les professions mentales; etc. Tertio, et le plus révélateur, des références à des incidents de la vie même d'Hubbard. A la seconde page du mémo, par exemple, l'auteur fait appel à "nombre de mauvais articles" sur lui-même et son mouvement, et indique qu'une série d'articles dans des journaux de San Francisco en septembre 50 citait "*l'éditeur Ceppos m'a critiqué (c'était un communiste, éditeur de la dianétique), suivie d'une série dans les journaux de San Francisco, série inspirée par les actions en divorce de Sara Komkovadamanov (alias Northrup), suivie par une tentative de kidnapping sur ma personne*". Ceppos, c'est en fait "Art Ceppos", président de Hermitage House, qui fut l'un des premiers à aider Hubbard mais abandonna la fondation Hubbard de Recherche dianétique (HDRF) à Elisabeth (NJ). Dans sa colère caractéristique, Hubbard contacta le FBI et expliqua qu'Art Ceppos, président d'Hermitage House, était un sympathisant communiste ayant récemment tenter de s'emparer de la liste de mailing de la "fondation" (Miller 1987, p.170). Partie de la "mauvaise presse" des journaux de Los Angeles eut lieu suite à son divorce d'avec Sara Northrup, la seconde épouse d'Hubbard, et cela comprend Los Angeles Examiner 1951a; 1951b; Los Angeles Times 1951a; 1951b; 1951c; The Mirror 1951; Herald Express, 1951.

10. Pour une version scientologique des événements, voir "Chelmsford: The Endless Sleep" sur <http://www.scientology.org/reform/new/%chelms.htm> (pris sur web le 30 novembre 1996). Hélas, je n'ai pas accès à l'étude définitive des abus

Chelmsford, c'est ça dire: John Patrick Slattery, Report of the Royal Commission into Deep Sleep Therapy, New South Wales, Australia: Royal Commission into Deep Sleep Therapy, 12 Volumes, Sydney: Government Printing Office, 1990. Une bonne part de l'édition du Sydney Morning Herald du 21 décembre 1990 était consacrée à résumer les conclusions de la Commission Royale. Sur le rôle de la scientologie, voir Fife-Yeomans 1990, p.7: "*En 1976, Miss Rosa Nicholson obtint un poste à l'hôpital et devint détective amateur, photocopiant des documents des patients qu'elle donna à la CCHR, la Commission des Citoyens pour les Droits de l'Homme, un des bras de l'église de scientologie, qui s'occupait alors de très près de Chelmsford et du Dr Harry Richard*." Merci à Madame Julie Robotham du Sydney Morning Herald pour m'avoir dirigé vers cette excellente source journalistique. Voir aussi Bromberger and Fife-Yeomans 1991

11. A propos de "*matériaux de ressource trompeurs et pervers*" produits par la scientologie, un de mes contacts m'a fourni le paquet d'information de 22 pages d'Interpol (hélas sans titre), qui détaille nombre de problèmes importants sur la façon dont la scientologie décrit ses activités, tel que publié dans une brochure de l'église de scientologie internationale (CSI) en 1990, "*Interpol, groupe privé, menace publique*". [ndw: *le traducteur avait déjà entendu ce qui suit en 1980 environ, dans le journal "Ethique et Liberté" [= Freedom ou Freiheit ailleurs] de la scientologie en France.*] La NCLE dévoilait par exemple que Paul Dickopf, président d'Interpol entre 68 et 72, avait été nazi SS durant la seconde guerre mondiale. Il semble qu'une présentation plus correcte de la biographie de Dickopf démontre qu'il était membre du service de sécurité de la police du Länd de Bade fin 1939, et qu'en raison de son important poste dans la police, il avait été "*nommé automatiquement Untersturmführer dans la SS générale. Ayant refusé de servir comme agent secret en Suisse, il coupait les ponts avec son unité et fuyait à Bruxelles, où il demeura un réfugié politique jusqu'à juillet 1943. C'est alors qu'afin d'échapper aux recherches de la Gestapo, il s'enfuit en Suisse où on lui accorda l'asile politique jusqu'en novembre 1945.*" L'information scientologue sur Dickopf ne mentionne pas non plus que "*les dossiers du bureau de sécurité des SS du 23 octobre 1944 disent qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre Dickopf, rapporté déserteur. Ce qui le classe parmi les ennemis du régime nazi SS*" (Interpol[?] (n.d.[1991?]), pp. 5-6) La distortion et la fausse représentation par NCLE des relations entre Dickopf et les nazis indique que d'autres problèmes d'interprétation existent quant aux recherches scientologues sur la nazis et le passé d'Interpol.

12. Certes, la copie de la décision que le secrétaire général d'Interpol Ray Kendall a expédié aux chefs des bureaux centraux nationaux était un résumé plutôt qu'un texte global, puisqu'à l'époque le contenu exact de la décision était secret. Je n'ai pas cette pièce.

13. En lien avec un de mes contacts de recherche, Kendall a insisté sur le fait "*qu'absolument rien*" n'était vrai de la déclaration scientologue disant qu'il travaillait avec ses chefs pour "créer un ère de paix". Il est évident que la scientologie voit les choses différemment. *[ndt : le traducteur a lui-même pris des contacts avec Interpol vers cette époque : l'un de ces contacts du niveau « direction sectorielle » se réfèra à la décision de l'IRS étasunien, tandis que l'autre, l'année suivante, au niveau direction générale mondiale, n'eut « aucune grâce » envers la scientologie. On comprendra que le témoin-webmaster ne cite pas ces personnes nommément]*

14. Tandis que le premier meeting d'organisation et d'élection des responsables du CAN eut lieu en 1974, elle obtint son statut d'exemption d'impôt en 78. Merci à Cynthia Kissner de m'avoir fourni cette information.

15. A mi-96, le nombre de procès contre CAN, ses affiliés et certains de ses membres atteignait 51, d'après une liste publiée par le CAN dans sa lettre de nouvelles de juin 1996. (cf.: Cult Awareness Network 1996)

16. La personne en question, Shirley Linda, était en effet en contact du CAN, mais ne semblait pas enregistrée sur la ligne de crise à Seattle (nommée *Clinique de Crise*), ligne qui reçut l'appel initial (d'un parent de la mère de Jason Scott). Landa était inscrite comme représentant une "organisation d'information locale "sans lien avec le CAN" (même s'il apparaît qu'elle avait des contacts avec le prédécesseur du CAN, la Fondation pour la Liberté des Citoyens). Landa aurait agi en capacité de *ressource du CAN local* quand des gens de la zone de Seattle avaient appelé le bureau national (près de Chicago), et que l'office national l'avait présentée comme une ressource possible pour les gens habitant dans les parages (ce qui signifiait des coûts de téléphone inférieurs). Dans ce qui devint le procès Jason, pourtant, l'appel initial alla directement sur la ligne de crise, si bien que CAN ne fut jamais impliqué. J'ai clarifié la relation probable de Landa avec la *ligne de crise* du CAN à Seattle en discutant avec des membres de longue date de l'organisation, qui m'indiqua que le CAN ne faisait pas partie des organisations ressource citées dans le guide des communautés. Hélas, la base de données de la Clinique de Crise de 1990 a été transférée sur un nouveau système, si bien que je

ne peux vérifier quelle était l'affiliation de Landa à telle ou telle organisation. une liste de 1997 la donnait comme représentante de "Parents Awareness/Citizens Freedom Foundation," cette liste datant probablement de plusieurs années.

17. Parmi les quelques élites scientifiques ou sociales ayant été scientologues, on trouve le baron Duncan James Mc Nair (<http://www.demon.co.uk/castle/audit/mcnair.html> Nair ou <http://www.antisectes.net/lordx.htm>) qui annonça le 17 décembre 1996 à la House of Lords qu'il était scientologue, et le sociologue J.L. Simmons, Ph.D., qui a répondu à l'impressionnante étude de Roy Wallis sur la scientologie (See: Wallis 1977, pp. 265-269).

18. Pour une discussion des Centres de Célébrité de la scientologie, voir Church of Scientology International, 1992, pp.353, 506. Une brève discussion d'information se trouve aussi ici: Sappell and Welkos 1990; et Richardson 1993

19. Dahl (1998, p.14A) rapporte aussi que "Scientology Author Service Inc. a loué les services d'un spécialiste du lobbying pour renforcer la législation protégeant les copyrights." La firme a payé 60000 dollars à Nicolas Wise l'an passé, disent les fichiers.

20. "En 1960, un département des affaires gouvernementales fut instauré dans l'église de scientologie. Ceci s'avéra devenir l'office du gardien (GO). Le département des affaires gouvernementales s'occupait de s'assurer que les églises et missions de scientologie n'auraient pas à s'impliquer dans les affaires laïques, mais se concentreraient seulement sur le travail ecclésiastique avec les paroissiens."

C'est donc le département des affaires gouvernementales qui mania les affaires judiciaires et les impôts, les questions des médias, et d'autres affaires laïques. "En 1966, l'Office du Gardien fut établi. Son but était d'aider à émettre et imposer les règles (policies) destinées à sauvegarder les églises de scientologie, les scientologues et la scientologie, et de s'engager dans la promotion à long terme." (Church of Scientology of California, 1978, p.1).

21. "Le réseau d'OSA [Office des affaires spéciales] a la responsabilité de manier toutes les affaires externes de l'église (y compris la défense, le judiciaire, les relations avec les médias et le gouvernement) afin d'aboutir à l'acceptation totale de la scientologie et de son fondateur L. Ron Hubbard. OSA aide à créer un environnement sûr où les orgs puissent opérer et s'étendre par leur activité". (Church of Scientology International 1988a, p.25)

22. Il semblerait que la scientologie essaya aussi d'influencer des politiques dans un autre pays, le Mexique, en donnant du "conseil" en Floride à des membres de l'opposition gouvernementale. (Atack 1990, p.375). Bien que la scientologie décrive l'électromètre comme "*un appareil religieux utilisé comme guide spirituel dans le confessionnal de l'église*" (Hubbard 1975, p.137), Hubbard parla aussi de l'utiliser comme simple détecteur de mensonge. See: Hubbard 1961, pp.1-2 [ndw: voir aussi <http://www.antisectes.net/minister-course.htm>]

23. Hubbard répandit le bruit que l'écrivain Elbert Hubbard était son oncle qui avait pondu son livre "Un Message à Garcia" un soir après souper, en une heure. (Hubbard 1951, pp.1, 3; also in Hubbard 1985, p.2) Miller (1987, p.11) fait cependant observer que le père de Ron, Harry Ross Hubbard, est né Henry August Wilson, mais fut adopté orphelin par M. et Mme James Hubbard. Elbert ne peut donc être parent par le sang. L'essai d'Elbert concerne un soldat nommé Lieutenant Andrew Summers Rowan (d. 1943) qui, (l'histoire se trompe à ce sujet), amena un message du président américain au leader cubain des insurgés, le Général Calixto Garcia. Rowan y parvint malgré de grandes difficultés, et Elbert Hubbard embellit le récit qui devint "*une vaste exhortation aux travailleurs pour qu'ils obéissent à l'autorité et qu'ils placent devoir et dévotion au-delà de tout*" (Charnay and Fadness 1978, p.562). Son message attira l'attention des patrons du monde entier, fut "*traduit en vingt langues et réimprimé 100 millions de fois*" (Charnay and Fadness 1978, p.562). L. Ron Hubbard fut si impressionné par ce résultat de son homonyme qu'il lui dédia la neuvième réédition de la Dianétique, science moderne de la santé mentale (See: Hubbard 1950/1956). La scientologie dissémina la brochure "Le Chemin du Bonheur" de façon apparemment inspirée de "Un Message à Garcia".

24. Des procès récents et actuels impliquant la scientologie ont lieu au Canada, Italie, France, Allemagne, et plus récemment, en Grèce, (Behar 1991a; St. Petersburg Times 1997; The Washington Post, 1997a)

25. Il est question des documents que la police a saisis en menant ses raids sur les locaux de la scientologie grecque sur: <http://www.antisectes.net/grece-secrets.htm>

26. L'une des personnes mises en arrestation est Jentzsch, President de Church of Scientology International (CSI), à qui un tribunal autorisa de sortir du pays et de rentrer aux USA pour y visiter un parent malade. "*Les accusations contre l'organisation et ses opérations subordonnées tels le programme de réhabilitation*

narconon comprennent de vastes escroqueries à l'impôt, la fabrication de faux documents, faire fonctionner une affaire sans licence, association illicite, et plusieurs violations de la santé publique." (The Philadelphia Inquirer 1989)

27. J'ai des copies des annonces de 1994 du Washington Post des 15, 22 et 29 septembre, 6, 13 et 24 octobre, 1, 8, 15 et 22 décembre. Pour le Washington Post, j'ai des annonces des 5, 12 et 19 janvier. Pour le New York Times, des annonces des 17 et 25 octobre, 1,8 et 22 novembre, et 6 décembre. Des références à des annonces du Herald Tribune apparaissent dans Payton 1996.

28. La citation de St Paul Press provient d'une décision de la cour fédérale du travail allemande, (AP 5 ArbGG 1979 Nr. 21 (22.3.1995), 1707)

29. Des délits envers la police et le gouvernement menèrent à l'inculpation de 7 scientologues et de l'église de scientologie de Toronto, pour opérations d'espionnage menées à l'intérieur du ministère de l'Attorney General, de la Police provinciale d'Ontario, et de la Police royale montée canadienne. (Claridge 1992; Moon 1988)

30. La nature totalitaire de la scientologie se perçoit dans la condamnation par Hubbard des membres qui discutent et analysent la "Tech" de façon critique entre eux plutôt que se référer à ses propres termes à ce sujet. Dans un dictionnaire des termes de scientologie très connu, Hubbard identifie ce qu'il nomme la "tech verbale" et la définit en disant "*Une des choses les plus horribles qu'on peut avoir dans les parages, c'est la tech verbale, c'est à dire la tech qui ne se réfère pas à un HCOB [un bulletin de l'office des communications hubbard] et ne renvoie pas directement au matériau lui-même.*" (Hubbard 1976c, p.546). Simplement dit, Hubbard va la seule et unique voix sur la "tech", et les membres devaient la suivre exactement.

31. Le Ministre bavarois de l'intérieur, Günther Beckstein, mentionne spécifiquement le RPF dans un communiqué de presse du 15 janvier 1997 (Beckstein 1997). Ce communiqué répond à "Une Lettre Ouverte à Helmut Kohl", apparue dans le New York International Herald Tribune du 9 janvier 1997. Signée de 34 personnalités hollywoodiennes qui n'étaient pas scientologues (bien que certaines étaient en cheville, professionnellement, avec les acteurs scientologues Cruise et Travolta [Whittell 1997]), la lettre demandait à Kohl "*d'en finir avec les discriminations individuelles envers des scientologues, discriminations pratiquées dans votre pays et votre parti*". Nombre des restrictions du RPF (telles qu'avoir un garde de sécurité pour accompagner quelqu'un qui traverse entre des

bâtiments) et assignations (telles nettoyage de garages, de machineries d'ascenseur, et de la salle des machines [des bateaux] (E/R, pour engine room) paraissent dans "Boards of Directors of the Churches of Scientology 1977". Des discussions portant sur le RPF paraissent dans Atack 1990, pp.206, 250, 252, 275-276, 322, 341, 358-359; et dans Corydon 1996, pp.123-129; 136-138. Le rapport le plus complet sur le RPF est à ce jour Kent, 1997. Le texte complet de "une lettre ouverte à Helmut Kohl" a été téléchargé depuis alt.religion.scientology. Voir aussi: Walsh 1997. Kohl a qualifié la lettre de "*foutaise*" (Kohl cité dans Gove 1997).

32. L'un des historiques utiles de ce groupe de news concerne Jacobsen 1995. Jacobsen date le début du groupe à 1991, peu après l'article critique de Behar dans le Time magazine (La secte avide de pouvoir et d'argent), qui parut en couverture du magazine le 6 mai 1991 (Behar 1991b), cf <http://home.worldnet.fr/gonnet/time9112.htm>.

33. Pour le raid sur la maison de l'ex-scientologue devenu critique Dennis Ehrlich à Glendale, Californie (dans les faubourgs de Los Angeles), voir par exemple Abrahamson and Riccardi, 1995; pour celui contre le domicile de Arnie Lerma à Arlington (Virginie), voir Fisher 1995. Pour les raids sur les domiciles de l'ex-membre devenu critique et plaidant Lawrence Wollersheim et son associé (également ex-membre) Bob Penny, à Boulder (Colorado), voir Lane, 1995. Parmi les discussions les plus extensives sur la guerre internaute d'un point de vue juridique, voir Frankel 1996.

34. Les réexpéditeurs anonymiseurs reçoivent des messages provenant de personnes désirant cacher leur identité. Ils ôtent les identifications possibles des messages en question avant de les réexpédier à leur destination, en leur assignant au hasard des noms d'expéditeurs.

A propos de l'auteur:

Stephen A. Kent est Professeur au département de sociologie de l'université d'Alberta, Canada.

Il a publié des articles sur Philosophy East and West, Journal of Religious History, British Journal of Sociology, Sociological Inquiry, Sociological Analysis, Canadian Journal of Sociology, Quaker History, Comparative Social Research, The Journal of Church and State, The Journal of Religion and Health, The Journal of Contemporary Religion, et dans Religion. Ses recherches actuelles ont trait aux religions non-traditionnelles et alternatives.

Il est auteur de

« **From Slogans to Mantras** »

Posté sur Internet Dec. 17. 2001 en anglais., postée le 9 janvier 2002 Copyright: Stephen A. Kent. Ne pas utiliser sans autorisation de l'auteur. Traduction non officielle Roger Gonnet

Mail du Pr. Kent : skent@ualberta.ca